

canadiens en puissance se préoccupent des risques politiques. Ils craignent les expropriations et les changements politiques qui seraient à leur désavantage, ou ils s'inquiètent de la difficulté à long terme de rapatrier les bénéficiaires. Dans le monde entier, les assureurs d'investissements dans le secteur public ont enregistré une forte poussée des demandes présentées par des investisseurs privés participant à des projets d'infrastructure, ces investisseurs étant désireux de se prémunir contre une partie des risques politiques à long terme.

Institutions financières internationales - Le Canada fait piètre figure lorsqu'il s'agit d'obtenir des contrats financés par les IFI, eu égard à la contribution de notre pays à ces organisations. L'industrie canadienne n'est pas bien équipée pour soumissionner avec succès de nombreux projets, et ses offres ne sont pas retenues, malgré leur supériorité sur le plan technique. De plus, comme c'est le pays hôte qui adjuge habituellement les contrats des IFI, les irrégularités dans les procédures indiennes d'évaluation suscitent des préoccupations. L'Inde étant toujours un important bénéficiaire des fonds des IFI, le Canada pourrait améliorer son accès au marché indien par l'intermédiaire des projets parrainés par les IFI.

VII. Risques politiques et économiques

L'Inde est un pays en transition politique et économique, qui est en train de passer d'une société repliée sur elle-même et d'une économie fondée sur le remplacement des importations à une société moderne, plus ouverte, orientée vers le marché. Cette transition comporte des incertitudes et des impondérables, ce qui cause inévitablement des appréhensions au sujet du marché, surtout dans un pays aussi vaste et aussi diversifié que l'Inde.

1. Stabilité politique

Les appréhensions touchant la santé politique de l'Inde tiennent en partie à la capacité du gouvernement central à maintenir la cohésion de la plus grande démocratie au monde. Lorsque le gouvernement minoritaire du premier ministre Narasimha Rao, du parti du Congrès (I), a pris les rênes du pouvoir en juin 1991, peu d'observateurs s'attendaient à ce que le premier ministre survive politiquement plus de six mois, ou à ce que son parti puisse même parvenir à la fin de son mandat de cinq ans. Pourtant, quatre ans plus tard, le Premier ministre Rao est toujours à la tête du gouvernement. Son parti dispose maintenant d'une mince majorité au Parlement, et on prévoit qu'il briguera à nouveau les suffrages lors des prochaines élections nationales prévues pour le milieu de 1996. Le parti du Congrès (I) a récemment obtenu de piètres résultats lors d'élections tenues au niveau des États, et des membres du parti ont contesté la présence du Premier ministre Rao à sa direction. Ce dernier a toutefois vigoureusement résisté à ces attaques.